



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
2, place du Général de Gaulle
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 25 juin 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ESSITY (ex TISSUE FRANCE)

USINE DE KUNHEIM
11 route industrielle
68320 Kunheim

Références : 0006700642_2025_05_22_ESSITY_VIRejetsEaux
Code AIOT : 0006700642

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2025 dans l'établissement ESSITY (ex TISSUE FRANCE) implanté USINE DE KUNHEIM 11 route industrielle 68320 Kunheim. L'inspection a été annoncée le 03/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrivait dans le cadre de l'action régionale portant sur les rejets eaux des établissements industriels.

Référentiel réglementaire:

- Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets
- Arrêté Ministériel du 10 septembre 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (Préparation de

la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a), 3610a (Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et 3610b (Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

- Arrêté Ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Arrêté Préfectoral du 12 novembre 2019 portant prescriptions complémentaires à la société ESSITY OPERATIONS France pour son établissement de Kunheim dans le cadre du réexamen de ses conditions de fonctionnement en référence au code de l'environnement

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESSITY (ex TISSUE FRANCE)
- USINE DE KUNHEIM 11 route industrielle 68320 Kunheim
- Code AIOT : 0006700642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Essity fabrique des produits d'hygiène à partir de fibres neuves (mouchoirs, lingettes, papier toilette,...).

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Action Régionale Rejets Eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Justification de dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
2	Complétude de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
3	Autosurveillance	AP Complémentaire du 12/11/2019, article 12	Sans objet
6	Existence d'un point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Compteurs d'eau	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a pu constater que l'exploitant ne réalise pas son contrôle de recalage, et ne justifie pas des actions correctives mises en œuvre pour respecter les valeurs limites d'émissions de ses rejets eaux et respecter celles-ci.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : <i>La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.</i>
Constats : Il est constaté que l'exploitant a réalisé sa télédéclaration annuelle des émissions polluantes pour l'année 2024, sur la plateforme GERE, au plus tard le 31 mars 2025 (dernière version modifiée).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Complétude de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : <i>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</i> -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/ CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ;

-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

-la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;

-les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

-la quantité par nature du déchet ;

-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

[...]

Constats :

Il est constaté que l'exploitant a déclaré:

- les émissions chroniques dans l'air (pas d'émission accidentelles identifiées) ;

- les volumes d'eau prélevés ;

- la chaleur rejetée dans le Rhin ;

- les quantités de déchets dangereux et non dangereux générés et expédiés par l'établissement, il est constaté à ce titre que la déclaration comprend la nature du déchet (code déchet et dénomination), la quantité par nature du déchet, le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ainsi que le mode de valorisation ou d'élimination réalisée par cette

entreprise, selon les codes spécifiques de l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé ;

- les substances rejetées (quantité est exprimée en flux), dont la cohérence a été vérifiée par sondage avec les déclarations GIDAF concernant les paramètres présents dans la déclaration et les quantités déclarées pour les paramètres DCO et DBO₅ dans les rejets d'eau de process vers la station de traitement des eaux usées.

Il est constaté pour les substances rejetées que la déclaration ne contient pas les paramètres Chloroforme (CHCL3) et Nonyphénols. Cela constitue une non-conformité. L'exploitant a néanmoins corrigé sa déclaration sur la plateforme GEREPA au 3 juin 2025 pour y intégrer ces paramètres. Ainsi l'Inspection considère que l'exploitant n'est plus en écart à la date de rédaction du présent rapport

L'exploitant n'a pas identifié, ni déclaré d'émission chronique ou accidentelle dans le sol tel qu'indiqué dans la prescription ci-dessus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/11/2019, article 12

Thème(s) : Actions régionales, Conditions de rejets aqueux

Prescription contrôlée :

[...] Les rejets des eaux résiduaires doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

- 5,5 < pH < 8,5,
- température < 30 °C
- couleur < 100 mg Pt/l

Les eaux industrielles sont rejetées dans le RHIN au PK 230,210 - rive gauche, après traitement en station d'épuration interne.

Débit de référence	Maximal journalier: 142 m ³ /h - moyenne journalière: 2150 m ³ /j moyenne spécifique 19m ³ /t		
Capacité de référence	180t/j - 66 000t/an		
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	Flux spécifique (kg/t) en moyenne annuelle
Matières en suspension	10	25	0,15
Demande chimique en oxygène (DCO)	120	270	1,5
Demande biologique	30	180	

en oxygène (DBO5)			
Azote organique total (NGL)	8	27	0,15
Phosphore total	1	2,2	0,01
Composés organohalogénés (AOX)	1	9	0,05
Indice phénols	0,3	1	
Chloroforme*	50µg/l	17g/j	
Nonyphénols*	25µg/l	9g/j	
Cu*	0,5	1,7kg/j	
Zn*	0,8	2,7kg/j	
Hydrocarbures totaux	10		

* les VLE sont applicables à compter du 1/1/2020.

Article 13 de l'arrêté du 12 novembre 2019 - autosurveillance des rejets aqueux

[...] Le programme de surveillance des rejets des eaux résiduaires est réalisé dans les conditions suivantes :

Paramètres	Code sandre	Fréquence
Production		Journalière
débit	1421	En continu
pH	1302	En continu
température	1301	En continu
MES	1305	Journalière
DCO	1314	Journalière
DBO5	1313	hebdomadaire
AOX	1106	Une fois tous les 2 mois

NGL	1551	hebdomadaire
Pt	1350	Hebdomadaire
Indice phénols	1440	Journalière
chloroforme	1135	trimestrielle
Nonyphénols	1958	trimestrielle
Cu	1392	mensuelle
Zn	1383	mensuelle
Hydrocarbures totaux	7009	trimestrielle

[...]

Article 5.12 de l'arrêté du 10 septembre 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a), 3610a (Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et 3610b (Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Constats :

Valeurs limites d'émissions :

Il est constaté que les résultats de l'autosurveillance comportent des dépassements de valeurs limites d'émission (VLE) depuis le 1^{er} mai 2024, en ce qui concerne les paramètres:

- température (Valeur limite: 30°C) - relevé quotidien : 2 dépassements (6% des cas) en août (maximum à 30,1°C) ;
- pH (doit être compris entre 5,5 et 8,5) - relevé quotidien: 3 dépassements en juillet 2024 (entre 5,34 et 5,5) ;
- DBO₅ (VLE: 30mg/l) - relevé quotidien : 1 dépassement (3% des cas) en avril 2025 (34mg/l) ;

Les dépassements constatés entrent dans le cadre de la tolérance des 10% de mesures au-delà de la VLE conformément à l'article 5.12 de l'arrêté du 10 septembre 2020 susvisé. Ils ne dépassent par ailleurs pas le double de la valeur de la VLE.

Il est par ailleurs constaté que les résultats de l'autosurveillance comportent des dépassements de valeurs limites d'émission en concentration, depuis le 1^{er} mai 2024, en ce qui concerne les paramètres:

- MES (VLE: 10mg/l) - relevé quotidien : 5 dépassements (**16%** des cas) en juillet 2024 (maximum à

<p>19,6 mg/l), 5 dépassements (16% des cas) en septembre 2024 (maximum à 23,6 mg/l), 3 dépassements (9% des cas) en octobre 2024 (maximum à 21,1 mg/l), 1 dépassement (3% des cas) en novembre 2024 (maximum à 11,2mg/l), 1 dépassement (3% des cas) en janvier 2025 (maximum à 11,6mg/l), 1 dépassement (3% des cas) en mars 2025 (maximum à 10,4 mg/l), 1 dépassement (3% des cas) en avril 2025 (maximum à 13,4 mg/l) ;</p> <p>- phosphore total (VLE: 1 mg/l) - relevé hebdomadaire: 4 dépassements (100%) en septembre 2024 compris entre 3,31 et 4,7 mg/l ;</p> <p>- azote global (VLE: 8mg/l) - mesure hebdomadaire : 25% des cas en juin 2024 8,9 , 50% des cas en octobre 2024 (9,54 et 11,83mg/l), 25% des cas en novembre 2024 (12,8 mg/l) ;</p> <p>Ces dépassements (en gras ci-dessus) constituent des non-conformités à l'article 12 de l'arrêté du 12 novembre 2019 susvisé.</p> <p>Compte-tenu de l'antériorité des dépassements dont les derniers non visés par la tolérance de l'article 5.12 de l'arrêté du 10 septembre 2020 remontent à novembre 2024 et de l'absence d'impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 depuis cette date, aucune suite administrative n'est proposée à ce stade. Néanmoins, les actions correctives mises en place ou à venir pour éviter le renouvellement des dépassements devront être explicitées et justifiées (cf. point de constat n°4)</p> <p>Il n'est pas constaté de non-conformité en ce qui concerne les valeurs limites d'émissions en flux.</p> <p>Il est constaté l'absence de déclaration des paramètres Nonyphénols et Chloroforme sur la plateforme GIDAF au jour de l'inspection. L'exploitant a renseigné ces paramètres entre le jour de l'inspection et la rédaction du rapport d'inspection.</p> <p>Périodicité:</p> <p>Il est constaté que la périodicité des mesures d'autosurveillance est respectée pour tous les paramètres de l'article 13 susvisé.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 4 : Justification de dépassements et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10.1
Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Extrait de l'article 10.1 de l'arrêté du 10 septembre 2020 susvisé: <i>Les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent.</i> <i>Elles concernent notamment :</i> [...] -les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection ; [...]</p> <p>Article 58-IV de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation : <i>" Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</i></p>

Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.
[...]"

Constats :

Il est constaté que l'exploitant justifie dans la section idoine de la plateforme GIDAF de causes présumées des non-conformités identifiées pour le paramètre MES en lien avec un encrassement de filtre dû à une production spécifique de papier ne permettant pas à la station de traitement de réduire suffisamment le flux pour respecter la valeur limite d'émission.

Pour ce paramètre, il est constaté que la démarche de l'exploitant pour éviter des rejets trop élevés en MES consistent à nettoyer les filtres dès que le paramètre MES est identifié comme au-delà de la valeur limite d'émission.

Pour autant, les mesures correctives mises en place ne suffisent pas à éviter un nouveau dépassement des valeurs limites d'émission sur ce paramètre.

Par ailleurs, d'autres dépassements (azote global, phosphore) sont peu justifiées sur la plateforme GIDAF alors que l'exploitant dispose d'éléments pour expliquer les causes, sans en prévoir cependant d'actions correctives.

Ceci constitue des non-conformités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de définir un mode de maintenance préventif et d'alerte qui lui permet d'anticiper les dépassements sur le paramètre MES.

L'exploitant communiquera à l'Inspection les mesures correctives envisagées en ce qui concerne l'azote global.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10.1

Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

Extrait de l'article 10.1 de l'arrêté du 10 septembre 2020 susvisé:

Les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent.

Elles concernent notamment :

[...]

- la réalisation de contrôles externes de recalage ;

[...]

Article 58-III de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :

« S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »

Constats :

L'exploitant a présenté les quatre derniers contrôles externes qu'il effectue trimestriellement pour effectuer un contrôle de recalage des mesures qu'il effectue en interne. Le contrôle externe est effectué par un organisme dont l'accréditation pour l'échantillonnage et le prélèvement n'a pas pu être vérifiée sur le site du COFRAC.

Il est par ailleurs constaté que le début du protocole d'échantillonnage n'est pas identique entre l'exploitant et l'organisme externe, ce qui induit un biais dans la mesure.

En l'état, il est constaté que ces contrôles externes ne peuvent être considérés comme des contrôles de recalage au sens de l'article 58-III de l'arrêté du 2 février 1998. Ceci constitue une non-conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Existence d'un point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.7

Thème(s) : Actions régionales, Eau

Prescription contrôlée :

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.

Constats :

Il est constaté que l'exploitant dispose d'un point de prélèvement d'échantillon accessible, sécurisé et représentatif de ses rejets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Compteurs d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.3
Thème(s) : Actions régionales, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur, à l'exception des jours où il n'y a pas de prélèvements. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté la présence de compteur d'eau de type totalisateur sur chacune des deux arrivées d'eau "brute" (eau de nappe) au niveau de la chaufferie. Ils sont chacun munis d'un dispositif permettant de relever de manière instantanée la valeur totalisée. Cette valeur est reportée quotidiennement dans un tableur qui a été présenté à l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite